



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement des Pays-de-la-Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n°DCPPAT 2023-0017 du 27 JAN. 2023

**OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société NOURI'VRAI à Piacé – Usine de fabrication d'aliments pour animaux
Mise en demeure**

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur ;
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10-4620 du 20 août 2010 autorisant la société HUTTEPAIN BOUX à poursuivre l'exploitation d'installations de fabrication d'aliments pour animaux au lieu-dit « Moulin de Vaugoust » à Piacé ;

Vu l'article 7.2.5 intitulé « Installations électriques – Mise à la terre » de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 susvisé qui dispose : « Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conformes aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.[...] » ;

Vu l'article 3.1.5 intitulé « Émissions et envois de poussières » de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 susvisé qui dispose : « Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs ...). » ;

Vu le courrier préfectoral du 3 février 2017 actant l'actualisation de la situation administrative de la société HUTTEPAIN BOUX à Piacé, à la suite de l'évolution des rubriques de la nomenclature des installations classées, notamment sous les rubriques 3642 et 4718 ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant délivré le 25 mars 2020 à la société SAS RICHARD succédant à la société HUTTEPAIN BOUX ;

Vu le courrier préfectoral du 26 juin 2020 actualisant la situation administrative du site, en particulier la prise en compte de l'exploitation d'une chaudière de 1,7 MW classée au titre de la rubrique 2910-A-2 (régime de l'autorisation) ;

Vu le changement de raison sociale de la société SAS RICHARD devenant à compter du 1er juillet 2020 NOURI'VRAI ;

Vu le rapport de visite de l'inspection des installations classées en date du 8 décembre 2022 transmis à l'exploitant par courrier de la même date, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de l'inspection réalisée le 2 décembre 2022, sur le site de la société NOURI'VRAI à Piacé, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- que les rapports de vérification Q18 des installations électriques des 11 janvier 2021 et du 4 janvier 2022 concluent sur une installation électrique pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion, avec notamment des observations faites lors d'années précédentes, signifiant que les actions correctives n'ont pas été menées ;
- que le rapport de vérification des installations électriques du 4 janvier 2022 fait état de 24 observations et non-conformités, pour lesquelles l'exploitant n'a pas mis en place un dispositif d'enregistrement et de suivi des observations/ non conformités du rapport de vérification permettant de justifier clairement les actions correctives (trace écrite des éventuelles mesures correctives prises). Par sondage, l'inspection des installations classées a constaté que les observations ne sont pas suivies telles que le remplacement d'un extincteur inapproprié à un feu d'origine électrique du poste haute tension ;
- que le poste de chargement vrac 1 permettant de charger par camion les produits, n'est pas équipé pour prévenir les envols de poussières dans les locaux et, que la presse n°3 à l'étage 1 est percée à l'emplacement de la descente de produit pulvérulent, conduisant à l'émission de poussières dans les locaux de production ;
- que malgré les opérations de nettoyage déclarées par l'exploitant, du fait que plusieurs équipements ne sont plus étanches, capotés ou munis de dispositifs d'aspiration, lors des opérations de manipulation et de transvasement, la poussière s'accumule sur les parois, tuyauteries et équipements divers dans les locaux de production.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 7.2.5 et 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 susvisé qui imposent :

- au titre de l'article 7.2.5 que « les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conformes aux normes françaises qui lui sont applicables. [...] L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...] » ;
- au titre de l'article 3.1.5 que « les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté ».

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société NOURI'VRAI de respecter les prescriptions dispositions des articles 7.2.5 et 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté de mise en demeure a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier en date du 8 décembre 2022 et que celui-ci...n'a pas émis d'observations ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Sarthe ;

A R R Ê T E

Article 1 - La société NOURI'VRAI, dont le siège social se situe au lieu-dit « Le Moulin Barbier » 72310 Bessé-Sur-Braye, exploitant des installations de fabrication d'aliments pour animaux, au lieu-dit « Le Moulin de Vaugoust » sur la commune de Piacé (72170), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 7.2.5 et 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 susvisé dans les délais impartis ci-dessous à compter de la notification du présent arrêté. Pour le respect des articles précités, l'exploitant doit :

- **dans un délai maximal de 5 mois** : pour le respect de l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 susvisé, procéder ou faire procéder aux actions correctives listées par l'organisme de vérification des installations électriques. Pour justifier des actions correctives réalisées et mesures prises pour le suivi de ces actions, l'exploitant transmet :
 - le rapport Q18 concluant à l'absence de risques d'incendie et d'explosion ou tout autre justificatif au moins équivalent démontrant que les installations ne présentent pas de risque d'incendie ou d'explosion,
 - la présentation des mesures prises pour un suivi efficace des observations/ non conformités de l'organisme de contrôle avec les mesures correctives prises ;
- **dans un délai maximal de 6 mois** : réaliser les aménagements de confinement, d'aspiration, et de réparation nécessaires pour éviter ou strictement limiter les émissions de poussières dans les locaux du fait des installations de manipulation, de transvasement, et de transport de produits pulvérulents, conformément à l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2010 susvisé. Pour justifier des actions menées pour éviter ou limiter strictement les émissions de poussières, l'exploitant présente les travaux réalisés accompagnés, autant que de besoin, des factures correspondantes, photographies, Il fait procéder au nettoyage des parois, tuyauteries, équipements sur lesquels les couches de poussières se sont accumulées ;

Article 2 : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, **dans un délai maximal d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, la présentation des mesures prises ou envisagées pour respecter l'article 1, accompagné du calendrier de réalisation.

Les éléments justificatifs (tels que rapports, présentation des mesures ou travaux, factures, y compris de nettoyage, photographies, etc.) relatifs au respect des articles 7.2.5 et 3.1.5 sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur mise en place, soit **dans un délai maximal de 7 mois** qui suit la notification du présent arrêté.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;

- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télerecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception et conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'Etat dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le maire de Piacé, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Éric ZABOURAEFF